



CHAPITRE 195

LOI CONCERNANT LA PROTECTION DES ENFANTS IMMIGRANTS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
des enfants immigrants.

2. Partout où les mots suivants se rencontrent dans la présente loi, ils sont interprétés de la manière ci-après indiquée, à moins qu'une intention contraire ne soit évidente: Interprétation de certains mots;

1° Les mots "enfant" et "enfants" signifient une "Enfant"; personne ou des personnes âgées de moins de dix-huit ans qui ont immigré dans cette province;

2° Le mot "société" signifie toute personne ou association de personnes, constituée en corporation ou non, dont l'objet est de s'occuper du soin, de l'éducation, de la réforme ou de l'instruction d'enfants immigrants dans la province, qui sont orphelins, négligés ou indigents, ou du placement de ces enfants dans les familles, ou en apprentissage d'une industrie, d'un métier ou de toute autre occupation de genre semblable, et comprend toute succursale ou agence de telle société;

3° Le mot "agent" comprend le surintendant ou tout autre officier d'une société visée par la présente loi, ainsi que toute personne qui, pour une rémunération ou autrement, s'occupe de placer ou entreprend de placer des enfants immigrants dans des familles, ou en apprentissage d'une industrie, d'un métier ou de toute autre occupation de genre semblable;

4° Le mot "ministre" signifie le ministre de la colonisation des mines et des pêcheries. S. R. (1909), 3983. "Ministre".

3. Toute société doit, avant de placer des enfants dans la province, faire connaître au lieutenant-gouverneur son objet et le plan de ses opérations, ainsi que la classe d'immigrants qu'elle se propose d'amener dans la province; et, sur preuve donnée au lieutenant-gou- Certificat que doit obtenir la société.

verneur qu'elle se propose de ne faire immigrer que des enfants de bonnes mœurs, le lieutenant-gouverneur peut accorder à cette société un certificat l'autorisant à placer comme susdit des enfants dans la province. S. R. (1909), 3984.

Enregistre-
ment du nom
des agents,
etc.

4. La société doit faire enregistrer le nom de ses agents et visiteurs au bureau du ministre. S. R. (1909), 3985.

Certificat de
l'agent.

5. Tout agent doit être muni d'un certificat d'une société, contresigné par le ministre, attestant qu'il est l'agent de cette société. S. R. (1909), 3986.

Maison de
refuge.

6. Toute société approuvée par le lieutenant-gouverneur doit posséder un asile ou maison de refuge dans la province, où les enfants peuvent être ramenés. S. R. (1909), 3987.

Registre que
doit tenir la
société.

7. La société doit tenir un registre contenant:

1° Les nom et prénoms de tout enfant placé dans la province par la société;

2° La date de la naissance ou l'âge approximatif de l'enfant;

3° La date de l'arrivée de l'enfant dans la province et celle de son placement;

4° Le nom et l'adresse de toute personne ayant de temps à autre la garde de l'enfant;

5° Les principales conventions et conditions arrêtées lors du placement de l'enfant.

Examen du
registre.

Le registre contenant ces renseignements peut être examiné par toute personne à ce autorisée par le ministre. S. R. (1909), 3988.

Visite des
enfants pla-
cés.

8. Il est du devoir de la société de faire visiter personnellement chaque enfant ainsi placé, une fois par année, par un agent ou visiteur autorisé; et il doit être tenu note des visites et de leurs dates dans les livres de la société. S. R. (1909), 3989.

Pouvoir de
l'officier prin-
cipal sur l'en-
fant.

9. Le principal officier de la société a, à l'égard d'un enfant visé par la présente loi, tous les pouvoirs et devoirs conférés ou imposés par la loi aux tuteurs. S. R. (1909), 3990.

Amende con-
tre la société
plaçant des
enfants sans

10. La société, constituée en corporation ou non, qui place des enfants dans la province sans être au préalable munie du certificat mentionné dans l'article 3, est

passible d'une amende de vingt-cinq dollars au moins et de cinquante dollars au plus. S. R. (1909), 3991.

être munie
de certificat.

11. Toute personne qui agit comme agent d'une société sans être munie du certificat mentionné à l'article 5, est passible d'une amende de cinq dollars au moins et de vingt dollars au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trente jours au plus. S. R. (1909), 3992.

Pénalité con-
tre agent
agissant sans
certificat.

12. La société qui place un enfant ayant des habitudes vicieuses reconnues, ou ayant été détenu dans une institution de réforme, est passible d'une amende de vingt-cinq dollars au moins et de cent dollars au plus; et l'agent ou l'officier de la société qui a placé l'enfant est passible d'une amende de dix dollars au moins et de cinquante dollars au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus. S. R. (1909), 3993.

Pénalité
pour place-
ment d'un
enfant ayant
des habitudes
vicieuses.

13. L'agent ou la société qui place un enfant, lequel par suite d'infirmité intellectuelle ou corporelle, est incapable de se livrer à aucune occupation ou métier, doit renvoyer cet enfant à l'endroit d'où il vient, dans l'année à compter de la date de l'immigration. S. R. (1909), 3994.

Renvoi des
enfants infir-
mes, etc.

14. Si une personne, qui a reçu un enfant de la société ou de l'agent, ne veut pas ou ne peut pas remplir les conditions arrêtées entre elle et la société ou l'agent, elle doit renvoyer l'enfant, à ses propres frais, au refuge de la société. S. R. (1909), 3995.

Enfant doit
être renvoyé
au refuge par
celui chez
lequel il a
été placé.

15. Toute telle personne, qui abandonne l'enfant ou refuse de le ramener au refuge, est passible d'une amende de dix dollars au moins et de vingt-cinq dollars au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'au moins un mois et de trois mois au plus. S. R. (1909), 3996.

Pénalité en
cas de refus
de le faire.

16. Toute personne qui enlève un enfant de la garde de l'agent ou de la personne à laquelle l'agent l'a confié, est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 3997.

Pénalité pour
enlèvement
de l'enfant.

17. Les dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'appliquent aux poursuites en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 3998.

Dispositions
applicables
aux poursui-
tes.

Révocation
du certificat
des sociétés.

18. Le ministre peut en tout temps recommander au lieutenant-gouverneur de révoquer le certificat d'une société trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, ou qui, sur preuve devant lui, est reconnue coupable de négligence dans l'accomplissement de quelque devoir imposé par la présente loi. S. R. (1909), 3999.
